

## Introduction

Les associations d'aide d'urgence connaissent en France, et plus largement dans toutes les démocraties libérales européennes, un essor et une vitalité sans précédent depuis une vingtaine d'années. L'épithète « humanitaire » communément réservée à celles qui intervenaient en dehors du territoire national, dans des pays victimes de famines, de guerres ou de catastrophes naturelles, sert maintenant à labelliser celles qui agissent en France à destination des plus démunis. Nourrir, vêtir, loger, soigner : les associations semblent désormais jouer un rôle primordial dans la couverture des besoins essentiels d'une part croissante de la population, témoignant par là même d'une évolution substantielle de la notion de solidarité<sup>1</sup>.

Des œuvres d'hier aux associations philanthropiques d'aujourd'hui, rien ne serait plus pareil : la croissance des dispositifs<sup>2</sup> d'aide d'urgence serait corrélative d'une augmentation des flux financiers ; le souci d'un usage efficace des fonds générerait une culture gestionnaire ; la logique du professionnalisme se substituerait partiellement à celle d'un bénévolat de dévouement ; moins motivé par des raisons idéologiques ou confessionnelles, l'engagement combinerait le souci de se rendre utile et l'aspiration à des rétributions pas seulement symboliques ; la relation aux acteurs publics se transformerait du fait notamment d'un désengagement de l'État<sup>3</sup>.

Ces grandes tendances, trop souvent appréhendées de façon univoque ou réifiées, nous en avons saisi les ressorts, les manifestations et pris la mesure de leurs impacts à partir d'investigations empiriques menées sur deux modalités de solidarité bien particulières (les aides alimentaire et vestimentaire) qui se sont déployées dans un espace localisé (Nantes et son agglomération) et durant une période déterminée (des années 1930 à nos

1. Pour une sociogenèse de la notion, voir Marie-Claude BLAIS, *La solidarité, histoire d'une idée*, Paris, Gallimard, 2007, 342 p.

2. Dans l'acception étroite que lui donnait Michel Foucault, ce terme de « dispositif » ne convient pas toujours à qualifier ces initiatives, parfois éphémères et bien peu formelles, nées pour donner à manger à des nécessiteux. Cependant, même en l'absence de rigorisme disciplinaire, la plupart des actions menées collectivement à cette fin n'en réclament pas moins un encadrement des pratiques de don et une organisation qui s'imposent tant à ceux qui les mettent en œuvre qu'aux bénéficiaires.

3. Serge PAUGAM, « L'essor des associations humanitaires : une nouvelle forme de lien social ? », *Commentaire*, n° 68, 1994, p. 905-912.

jours)<sup>4</sup>. Une telle délimitation de l'objet procède du parti pris de « penser par cas<sup>5</sup> » l'assistance aux nécessiteux dans le souci d'en approcher des pratiques et des discours replacés dans leur contexte afin d'en supporter la comparaison diachronique. Il s'est donc agi d'aborder sur un même territoire l'évolution des opérations de solidarité dirigées vers l'attribution de nourriture et de vêtements à des populations en état de nécessité. Au sens où nous l'entendons, cet état ne saurait être confondu, dans une acception étroite, avec celui de pauvreté. Les initiatives qui, en effet, retiendront notre attention s'adressent à des individus certes marqués par le dénuement mais pouvant l'être, le cas échéant, à titre tout à fait temporaire, en fonction de circonstances particulières et indépendamment de leurs destins sociaux.

## Une approche localisée, dans une perspective socio-historique

### *Un espace urbain*

Le terrain retenu recoupe le territoire d'une grande ville de l'ouest de la France, Nantes en l'occurrence. La justification majeure de ce choix, liée à notre enracinement, ne présenterait évidemment guère de pertinence d'un point de vue scientifique et resterait même bien peu avouable si cela ne signifiait une connaissance fine de la société locale sous ces différents aspects, tant sociaux que politiques. L'ambition de couvrir une période aussi longue apparaîtrait, à nos yeux mêmes, démesurée à défaut de cet ancrage qui nous a dotés des ressources indispensables (prise sur l'histoire socio-démographique des différents quartiers de la ville, familiarité aux réseaux associatifs les plus divers, connaissance approchée du personnel politique) à la menée de notre entreprise.

Cependant, le bornage du territoire nous a confrontés à une vraie difficulté. Parmi les principales associations étudiées, nombreuses sont celles qui étaient, ou sont, structurées au niveau départemental, du Secours national pendant l'Occupation à la triade Restos du cœur, Banque alimentaire, Secours populaire aujourd'hui. L'aire de compétence des pôles décisionnels emporte ainsi des conséquences pour la mesure de l'activité. Le nombre de bénéficiaires, les tonnages distribués, le montant des budgets, voire le nombre de bénévoles sont plus souvent effectués à l'échelle du département de la Loire-Atlantique qu'à celle de la seule ville de Nantes.

Il faut également noter que la distribution alimentaire se moque des frontières municipales. À titre d'illustration, de très nombreux Nantais

4. Le présent ouvrage est largement inspiré d'une enquête réactualisée qui avait fait l'objet d'un rapport de recherche (en réponse à un appel d'offres MiRe, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, sur les solidarités associatives) : Jean-Pierre LE CROM et Jean-Noël RETIÈRE, *Nourrir, vêtir. Socio-histoire de la solidarité d'urgence à Nantes (1930-2000)*, Nantes, Maison des sciences de l'homme, Ange-Guépin, 2000.

5. Jean-Claude PASSERON et Jacques REVEL, *Penser par cas*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2005, 291 p.

résidant dans un grand ensemble de l'agglomération, situé aux confins de la ville-centre, profitent ainsi des colis-repas délivrés, en l'occurrence, par un centre de distribution des Restos du cœur ou une association de restauration pour l'insertion et la solidarité (AHRIS) domiciliés dans une commune limitrophe de la ville-centre. Arbitrairement, ils ont été intégrés dans la recherche.

### *Un créneau d'actions ciblées : nourrir, vêtir*

« Vaincre la faim ! » : cette antienne pathétique que l'on croyait l'apanage des grandes organisations humanitaires internationales est devenue un appel à mobiliser ici et maintenant, dans le monde occidental. L'une des conséquences en serait même, d'après Axelle Brodriez et Bruno Dumons, « la métamorphose partielle de la vieille "question sociale" en "question humanitaire"<sup>6</sup> ». La grande détresse que l'on semble redécouvrir sous les types contemporains du mal nourri et du mal vêtu et qui remet en cause la survie dans des conditions dignes a entraîné des réactions de la part des organisations traditionnelles et aussi provoqué des initiatives nouvelles afin de la soulager. C'est à l'ensemble des mesures et des dispositifs, passés et présents, visant à la distribution de biens alimentaires et vestimentaires que nous avons consacré la recherche exposée ici, en nous fixant comme objectif d'en suivre, sur la relative longue durée, les modes et les raisons d'agir, l'impact et les enjeux tant sociaux, politiques, que symboliques.

En limitant la recherche à l'aide alimentaire et vestimentaire, nous écartons délibérément ces autres offres d'urgence destinées, notamment, à loger et à soigner ou encore à « insérer » en proposant des emplois<sup>7</sup> ; même si distinguer dans la réalité l'éventail des types de secours parfois prodigués par une même association, nous le verrons, ne va pas toujours de soi. Cependant, cette intrication de prestations variées, quand elle est avérée, ne saurait empêcher de conclure en une montée en puissance d'une logique de spécialisation. De fait, tout prétendant à une aide qui se présente, par exemple, aux portes du Secours populaire ou des Restos du cœur pour y solliciter un colis alimentaire a beau cumuler très souvent d'autres manques, il n'en discerne pas moins, et souvent avec justesse, la vocation prioritaire, à défaut d'être exclusive, des associations en question. Il existe bien un champ de l'aide alimentaire et vestimentaire composé de structures que l'on peut identifier et suivre dans leur histoire, même si les contours de leur activité apparaissent quelquefois un peu flous.

6. Axelle BRODRIEZ et Bruno DUMONS, « Éditorial : faire l'histoire de l'humanitaire », *Le Mouvement social*, 2009/2, n° 227, p. 3-8.

7. Voir, notamment, Isabelle PARIZOT, *Soigner les exclus. Identités et rapports sociaux dans les centres de soins gratuits*, Paris, PUF, coll. « Le lien social », 2003, 308 p. ; Éric PLIEZ, « Les personnes à la rue et le logement d'urgence. Pour une nouvelle approche : le logement d'abord », *Esprit*, octobre 2012, p. 109-121.

Tout en la complexifiant, notre problématique s'est trouvée enrichie par ces constatations. Le secours se borne rarement au seul fait de donner à manger ou à s'habiller. Il n'est pas un acte univoque prenant son sens indépendamment de celui que lui confèrent ceux qui l'exécutent et ceux à qui il s'adresse. Il participe d'un rapport à l'autre surdéterminé par l'impact des représentations sociales réciproques qui se trouvent régies par les dispositions sociales, culturelles, voire morales des protagonistes engagés dans l'échange. Loin de se réduire à la nature du bien qui change de mains, ce don acquiert une signification qui se forge aussi au cours de l'interaction qui gouverne la relation entre donateurs et donataires<sup>8</sup>.

Le rôle des pouvoirs publics, en tout premier lieu les municipalités, ne saurait non plus être ignoré. L'accent mis sur leurs relations avec les associations, par le biais de subventions, d'emplois aidés ou d'aides logistiques – ce que cette recherche met en évidence – éclaire leur contribution aux distributions alimentaire et vestimentaire.

Ces limites assignées à notre objet de recherche nous permettent *a contrario* d'envisager un traitement exhaustif, tout au long de notre période, du champ considéré.

### *Une séquence historique raisonnée : 1930-2010*

L'approche se veut socio-historique. Les dispositifs les plus variés d'entraide et d'assistance aux plus pauvres seront étudiés sur une relative longue durée pour mieux aider à la compréhension d'une double évolution. En premier lieu, le changement qui résulte de l'apparition et de la consolidation, au cours des trois dernières décennies, d'initiatives en tout genre censées répondre aux besoins criants et élémentaires d'une masse de plus en plus importante de gens. En second lieu, cette perspective s'impose pour restituer les logiques qui, d'hier à aujourd'hui, ont induit la différenciation des formes (acteurs mobilisés, pratiques, discours) que peut prendre la solidarité d'urgence en fonction de la configuration sociale, au sens où l'entend Norbert Élias<sup>9</sup>.

8. L'ample bibliographie consacrée au don a rendu ces constats triviaux. Les affres du néolibéralisme dont l'affaiblissement des liens sociaux et la vulnérabilité de masse constituent les marques des plus criantes (voir Robert CASTEL, *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009, 455 p.) expliquent largement l'engouement suscité, dans les sciences sociales, pour ce thème du don tant en anthropologie qu'en histoire et en sociologie. À l'exception de quelques travaux précurseurs, on peut dater du début des années 1980 le regain de faveur pour cette thématique impulsée, entre autres, par les exégèses du fameux *Essai sur le don* de Marcel Mauss et la création de la revue du MAUSS, par Alain Caillé. Deux lectures commentées et critiques de l'Essai retiennent l'attention : l'introduction de Florence Weber à la réédition de Marcel MAUSS, *Essai sur le don*, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 2007, 248 p. ; Maurice GODELIER, *L'énigme du don*, Paris, Fayard, 1996, 315 p. Voir aussi Carlo GINZBURG, « Lectures de Mauss », *Annales HSS*, n° 6, novembre-décembre 2010, p. 1303-1320.

9. Norbert ÉLIAS, *Qu'est-ce que la sociologie?*, Paris, Pandora, 1981, 222 p.

L'intérêt accru suscité par l'assistance alimentaire a généré des travaux focalisés sur le Secours populaire français<sup>10</sup>, le Secours catholique<sup>11</sup>, les Banques alimentaires<sup>12</sup> et les Restos du cœur<sup>13</sup>, mais dont la dimension diachronique, à l'exception du premier cité, reste souvent ignorée. Alors que le monde de la philanthropie et de la bienfaisance aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> est désormais mieux connu<sup>14</sup>, l'assistance privée depuis l'entre-deux-guerres jusqu'aux années 1970 demeure largement inexplorée. On ne dispose toujours pas, par exemple, de recherches universitaires globales sur la Croix-Rouge française.

Le choix de commencer cette étude dans les années 1930 s'explique par le tournant que celles-ci représentent dans les politiques sociales. La fin de la décennie précédente voit l'élaboration des premières politiques de logement social. En 1928-1930, les assurances sociales sont rendues obligatoires<sup>15</sup>. Les salariés, sous conditions de revenus indexés aux charges familiales, bénéficient alors d'une couverture, même imparfaite, contre les « risques maladie, invalidité prématurée, vieillesse, décès » (art. 1 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales). Par ailleurs, ils jouissent d'une protection contre l'aléa de chômage involontaire, même si ce dernier continue à faire l'objet d'une approche essentiellement assistantielle<sup>16</sup>. En 1932, ce sont les ouvriers

- 
10. Axelle BRODIEZ, *Le Secours populaire français (1945-2000) : du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, 365 p. Du même auteur, citons également Axelle BRODIEZ-DOLINO, *Emmaüs et l'abbé Pierre*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 378 p.
  11. Philippe LYET, *L'organisation du bénévolat caritatif*, Paris, L'Harmattan, 1997, 248 p.
  12. Didier BÉVANT, « Les Banques alimentaires : l'entreprise sociale et les défaillances du marché », in *Politiques sociales et territoires en Europe*, XVI<sup>e</sup> Journées de l'Association de l'économie sociale, Imprimerie de l'université Rennes 1, 1996, t. 1, p. 359-378 ; « Le don et la performance : une analyse des relations entre la grande distribution et les Banques alimentaires », in Colloque grande distribution alimentaire, Montpellier, 22-23 mai 1997, SFER, série de notes et documents, n° 107, t. II ; « L'émergence de la culture d'entreprise dans le secteur des associations humanitaires. Une comparaison des Banques alimentaires et du Secours populaire français », in Philippe MÉHAUT et Philippe MOSSÉ (coord.), *Les politiques sociales catégorielles. Fondements, portée et limites*, Paris, L'Harmattan, t. 2, 1998, p. 466-486.
  13. Sophie DUCHESNE, *Don et recherche de soi, l'altruisme en question aux Restaurants du cœur et à Amnesty International*, Cahiers du Cevipof, n° 33, 2003, 250 p.
  14. Catherine DUPRAT, *Le temps des philanthropes*, t. 1 : *La philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet*, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques, 1993, 485 p. ; *Usage et pratiques de la philanthropie : pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 2 t., 1996, 571 p., et 1997, 812 p. ; Christian TOPALOV, « Langage de la réforme et déni du politique. Le débat entre assistance publique et bienfaisance privée (1889-1903) », *Genèses*, n° 23, juin 1996, p. 30-52 ; Colette BEC, *Assistance et République. La recherche d'un nouveau contrat social sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1994, 254 p. Pour l'histoire d'une œuvre qui retiendra largement notre attention, voir Matthieu BREJON de LAVERGNÉE, *La Société de Saint-Vincent-de-Paul au XIX<sup>e</sup> siècle. Un fleuron du catholicisme social (1833-1871)*, Paris, Cerf, 2008, 713 p.
  15. Michel DREYFUS, Michèle RUFAT, Vincent VIET et al., *Se protéger, être protégé. Une histoire des assurances sociales en France*, Rennes, PUR, 2006, 347 p. ; Pierre LECLERC (sous la dir. de Michel LAGRAVE), *La Sécurité sociale. Son histoire à travers les textes*, tome II : 1870-1945, Paris, Association pour l'étude de l'histoire de la Sécurité sociale, 1996, 784 p.
  16. Robert SALAIS, Bénédicte REYNAUD et Nicolas BAVEREZ (dir.), *L'invention du chômage. Histoire et transformations d'une catégorie en France des années 1890 aux années 1980*, Paris, PUF, 1999, 273 p. ; Christian TOPALOV, *Naissance du chômeur*, Paris, Albin Michel, 1994, 626 p. ; Emmanuel PIERRU, *L'ombre des chômeurs. Chronique d'une indignité sociale et politique depuis les années 1930*, thèse

et les employés à qui sont dues des allocations familiales pour tout enfant à charge n'ayant pas dépassé l'âge de l'obligation scolaire. Ces années 1930 marquent ainsi un deuxième souffle du développement de l'État social, après les grandes lois de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>17</sup>. L'attention portée par les chercheurs à la genèse de ces législations protectrices explique peut-être le désintérêt relatif dont pâtit, pour la séquence 1930-1980, l'histoire de la philanthropie, comme s'il ne pouvait s'agir que d'un phénomène résiduel inhérent à un monde révolu. Or, s'il leur arrive de battre en retraite, les oeuvres ne s'effacent jamais complètement des fronts de guerre contre la pauvreté au cours du dernier siècle écoulé<sup>18</sup>. Certaines, dont on pouvait croire les formes d'intervention obsolètes, recouvrent parfois, au prix de quelques métamorphoses, une nouvelle jeunesse. D'autres disparaissent au cours de la période étudiée (le Secours immédiat, le Secours national, le Comité ouvrier de secours immédiat, les Artisans du devoir patriotique, notamment), quand trois résistent aux soubresauts du temps (la Croix-Rouge française, les conférences de Saint-Vincent-de-Paul, la Fraternité protestante). Depuis la fin de la guerre, des créations voient le jour. Pour ne retenir que les principales : le Secours catholique, à la Libération, le Secours populaire français, qui ne s'implante à Nantes qu'au début des années 1970, les Restos du cœur et la Banque alimentaire au milieu des années 1980. La succession des configurations historiques, saisies, entre autres, à l'aune des morphologies socio-économiques, découvre des états du champ humanitaire local particulièrement bien jalonnés qui soulèvent plusieurs questions : pourquoi une association bien implantée finit-elle par disparaître ? Dans quelles circonstances de nouvelles associations prennent-elles naissance ? Qu'est-ce qui distingue une association purement locale d'une association nationale à antenne localisée ?

### Saisir l'aide alimentaire comme un champ

La compréhension de l'évolution des principes et des façons d'agir ainsi que des recrutements des associations de secours alimentaire oblige à ne négliger aucune échelle d'interactions susceptibles de rendre compte tant de leur vitalité que de leur réputation et du rayonnement qui s'ensuit. À cette fin, l'intérêt pour les conduites et les propriétés sociales, au sens large, des individus qui les animent et les font vivre en tant qu'espace de mobilisation singulier, s'est redoublé de l'attention portée à la « configu-

pour le doctorat de science politique, 2003, université de Picardie Jules Verne ; Christine DANIEL et Carole TUCHSZIRER, *L'État face aux chômeurs. L'indemnisation du chômage de 1884 à nos jours*, Paris, Flammarion, 1999, 394 p.

17. Abraham DE SWAAN, *Sous l'aile protectrice de l'État*, Paris, PUF, 1995, 370 p. ; Pierre LECLERC (sous la dir. de Michel LAGRAVE), *La Sécurité sociale. Son histoire à travers les textes*, tome II, *op. cit.*

18. André GUESLIN, *Les gens de rien, Une histoire de la grande pauvreté dans la France du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2004, 455 p.

ration » humanitaire localement formée<sup>19</sup>. Saisir cette dernière réclamait de décrire les relations concrètes ou symboliques, faites d'accointance et de concurrence, nouées entre elles par les associations d'aide alimentaire sans oublier leurs liens directs ou à distance avec d'autres instances ou partenaires (Union européenne, pouvoirs publics, organisations politiques ou syndicales ou bien encore entreprises du secteur privé).

L'investigation a ainsi porté sur les dispositifs collectifs, formels ou non, leurs acteurs, les objectifs proclamés, les pratiques concrètes et les discours sous-tendant l'engagement. Les procédures de recrutement ainsi que les caractéristiques des bénévoles (âge, sexe, trajectoires, ethos, ressources diverses) ont, bien sûr, fait l'objet d'une attention particulière. L'intention consistait à objectiver les processus d'engagement pour faire apparaître, par-delà une raison humanitaire universaliste, des registres spécifiques d'implication voire l'existence, pérenne ou non, de phénomènes de colonisation des places de bénévoles par certaines catégories identifiables. Il s'agissait, corollairement, d'apprécier l'ampleur ainsi que les formes prises, sur la moyenne durée, par les tendances repérées à une bureaucratisation du don et à la « professionnalisation » du bénévolat et, accessoirement, de revenir sur certaines interprétations relatives aux métamorphoses des comportements d'engagement.

Concernant les pratiques, l'hypothèse d'une évolution sensible a conduit à décrire, au cours du temps, les savoir-faire et les usages aussi bien en matière de financement, d'administration de l'association que d'administration du don, en veillant notamment à considérer le mode de sélection des bénéficiaires et l'évaluation des demandes. La perspective historique permet de relativiser (ou à l'inverse, de signaler) la modernité de certaines procédures déployées à ces fins.

Un troisième pôle d'interrogations a visé les discours. Il s'agit ici d'inventorier les conceptions et les registres de justification de l'action humanitaire, d'examiner leur résistance ou leur plasticité aux courants d'opinion, d'apprécier dans quelle mesure ils subissent ou sont imperméables à la conjoncture socio-économique et dépendent des ethos des acteurs engagés.

## Des investigations croisées...

Pour éclairer les processus gouvernant les transformations du champ de l'aide alimentaire, la recherche imposait de combiner la démarche de

19. Ce concept emprunté à Norbert Élias recouvre ici le sens précis que ce dernier lui a donné : « Dire que les individus entrent dans des configurations, c'est dire que le point de départ de toute enquête sociologique est une pluralité d'individus qui, d'une manière ou d'une autre, sont interdépendants. Dire que les configurations sont irréductibles, c'est dire qu'on ne saurait les expliquer ni en des termes supposant qu'elles existent, d'une certaine façon, indépendamment des individus, ni en des termes impliquant que les individus existent en dehors d'elles. » La citation est extraite de *Logiques de l'exclusion* (avec John L. Scotson), Paris, Fayard, 1997, p. 253.

l'historien aux outils du sociologue<sup>20</sup>. Une cinquantaine d'entretiens ont été réalisés auprès de bénévoles et/ou de responsables associatifs, de responsables politiques, de fonctionnaires d'État, territoriaux et européens, de cadres de la grande distribution chargés, plus particulièrement, des relations avec les associations humanitaires. Si nos pas nous ont conduits fréquemment dans les lieux dispensateurs des produits alimentaires, à la découverte des ambiances et à la rencontre des bénévoles de tous grades, nous n'y avons séjourné que trop ponctuellement pour prétendre à une compréhension fine des « relations au comptoir ». Les investigations menées ne nous autorisent pas toujours à analyser tout ce qui se joue durant les interactions entre donateurs et donataires. Il aurait fallu, pour cela, se livrer à des observations en immersion qui, comme l'on sait d'expérience, favorisent le hasard, contribuent à instaurer une relation de confiance et permettent, grâce à la répétition des constats et des impressions, de parvenir à leur « saturation<sup>21</sup> ». Nous avons également évité de solliciter sur un mode intrusif, au moment de leur présence sur les lieux, les personnes secourues pour les écouter évoquer leur situation, leurs attentes et la manière dont elles appréhendaient la distribution, en nous contentant, au gré d'échanges fortuits, de recueillir des paroles spontanées. Notre connaissance des populations bénéficiaires, glanée au fil de nos visites aux sièges des associations et puisée dans les très nombreux reportages de la presse locale ne saurait donc tenir lieu d'une ethnographie rigoureuse.

La démarche impliquait également, naturellement, de travailler sur des matériaux documentaires idoines, c'est-à-dire essentiellement des archives. Or, à cet égard, deux obstacles ont dû, avec plus ou moins de succès, être contournés. D'abord celui, classique, lié aux destructions, aux dispersions ou aux absences. Plusieurs associations disparues relevant de notre inventaire n'ont laissé que des traces souvent lacunaires. En particulier, celles qui dominaient l'espace de l'assistance pendant les années d'occupation : le Secours immédiat, la délégation départementale du Secours national, le Comité ouvrier du Secours immédiat et celui des Artisans du devoir patriotique. De même, une association pérenne tout au long de la période étudiée, comme la Croix-Rouge française, ne détient plus d'archives antérieures à 1945. Quand les sources survivent aux bombardements (Nantes fut reconnu sinistré à 80 %), il est rare qu'elles résistent à la cessation d'activité de la structure. La bienveillance et le « goût de mémoire », pour paraphraser un titre d'Arlette Farge, d'un membre de Saint-Vincent-de-Paul, nous ont,

20. Gérard NOIRIEL, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2006, 117 p ; François BUTON et Nicolas MARIOT (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, 2009, 217 p.

21. Olivier SCHWARTZ, « L'empirisme irréductible » (postface), in Nels ANDERSON, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Nathan, 1993, p. 266-308. Un bel exemple d'ethnographie réalisée en immersion auprès des bénéficiaires nous est donné par Christelle VIOLETTE-BAJARD, *Visages de la pauvreté. Don alimentaire et précarité urbaine*, Lyon, Chronique sociale, 2000, 218 p.



en revanche, permis de consulter une série complète, sous forme de cahiers manuscrits miraculeusement conservés dans son grenier, de comptes rendus d'une conférence paroissiale entre 1914 et 1995. En outre, grâce au fonds d'archives personnelles d'Abel Durand, qui en fut le délégué départemental de Loire-Inférieure, des bribes de pièces relatives au Secours national sont encore accessibles<sup>22</sup>. Évidemment, le silence lié à l'absence de traces entourant les dispositifs institués est encore plus « criant » pour tout ce qui renvoie aux initiatives informelles, y compris récentes. Le grappillage auquel se livraient les dockers dont profitaient les réseaux d'amitié et de voisinage dans les quartiers populaires portuaires, les élans d'entraide en faveur de grévistes ainsi que les distributions organisées à l'occasion de mobilisations de chômeurs, notamment dans les années 1930, sont autant de pratiques effectives de solidarité alimentaire dont la postérité, tributaire de laconiques allusions dans la presse ou de la seule mémoire des témoins, demeure très hasardeuse.

Les archives publiques peuvent certes pallier le silence des sources en apportant parfois des renseignements utiles à la compréhension des activités et du fonctionnement de ces organisations. Pourtant, la recherche effectuée aussi bien aux archives municipales de Nantes qu'aux archives départementales s'est avérée souvent décevante. Les dossiers d'associations ne contiennent la plupart du temps que les changements de statuts et, parfois, les modifications apportées à la composition des bureaux, qui sont les seules formalités légales obligatoires. Par ailleurs, ces associations n'ont guère fait l'objet de surveillance policière. *Exit* donc les fameux rapports des inspecteurs des renseignements généraux si souvent exploités par les historiens du politique ou du syndicalisme. Il n'y a guère que la période de la Seconde Guerre mondiale pour laquelle il a été possible de consulter rapports de police ou préfectoraux et, éventuellement, archives personnelles de bénévoles. En outre, si les associations philanthropiques qui gèrent des institutions (asiles de vieillards, maisons d'enfants, etc.) et perçoivent des subventions des pouvoirs publics font le bonheur de l'historien grâce aux rapports que génèrent les contrôles budgétaires, la plupart, et notamment celles dispensatrices de secours alimentaires, échappent à ces contraintes bureaucratiques.

La saisie de l'aide publique rencontre, en revanche, beaucoup moins d'obstacles. En s'appuyant sur les comptes rendus des débats du conseil municipal, les rapports administratifs, certes incomplets, de la ville de Nantes et les rapports annuels, également incomplets, du bureau de bienfaisance puis du centre communal d'action sociale (CCAS), retracer l'évolution de l'action municipale cesse d'être vain, même si ces documents ne renseignent qu'imparfaitement sur les pratiques concrètes.

22. Archives départementales de Loire-Atlantique (ci-après ADLA), 49 J 1-57.

L'exploitation de la presse locale comme source complémentaire fut aussi d'un précieux recours pour parer à la pénurie de traces. Les audiences du *Phare de la Loire*, d'esprit radical-socialiste, et de *Ouest-France*, quotidien démocrate-chrétien, captant un large lectorat régional, de surcroît socialement diversifié, confortent pleinement la pertinence de l'utilisation de ces sources tant pour apprécier la popularité de certaines initiatives que pour recueillir des informations factuelles. Ce travail de dépouillement procure, toutefois, une collecte très variable selon les époques, ce qui, en soi, est un indicateur objectif de l'inégale propension médiatique à mettre en scène la misère et le don. Jusqu'à l'apparition de l'ainsi (mal) nommée « nouvelle pauvreté » au milieu des années 1980 et la naissance des associations créées en vue d'en atténuer les affres, la presse s'avère en effet assez peu prolixe sur l'action des associations caritatives. Si elle annonce les manifestations organisées à l'intention du public (quêtes, collectes, fêtes de charité) et les résultats financiers qu'elles engendrent, elle reste la plupart du temps fort peu curieuse de leur fonctionnement et peu disert sur les individus qui les animent et les réseaux qu'elles mobilisent. À maints égards, la couverture médiatique pendant les « Trente Glorieuses » tranche sensiblement avec celle d'aujourd'hui, dopée par une télévision et une radio transformées, à l'instar de la presse écrite, en zélateurs assumés de l'action humanitaire. La saisonnalité de la médiatisation des détresses et des offres de libéralité est désormais bien connue avec l'emballlement en début d'hiver pour aiguïser la compassion à la veille des campagnes de dons et des appels au recrutement. L'amplification médiatique apporte ainsi sa contribution à la sauvegarde d'une relative mais néanmoins cruciale confiance civique ainsi qu'à la croyance dans le maintien des liens sociaux : livrer un écho compassionnel à la lutte contre la misère dont la société s'accommode égoïstement devient un impératif moral. Pour toutes ces raisons, la médiatisation est à considérer comme un rouage majeur qui participe plus ou moins directement de la concurrence à laquelle les associations se livrent sur le marché du don.

La seconde entrave posée à l'objectivation de l'action associative tient aux réticences, inégales, des associations à autoriser l'ouverture de leurs archives à des chercheurs. Il arrive parfois que des responsables d'associations rechignent à l'idée que l'on puisse confronter leurs pratiques effectives aux intentions et aux principes déclamés de l'action ; ils cherchent aussi à masquer les conflits éventuels qui, s'ils étaient portés à la connaissance, risqueraient de malmener l'image d'unité que tout porte-parole cherche à faire valoir. Par ailleurs, il faut tenir compte des « codes de conduite » internes qui proscrivent, par exemple, la communication des fichiers des bénéficiaires en raison, entre autres, de l'appréhension compréhensible d'un mésusage susceptible de conforter les discours de réprobation visant certaines catégories déjà fortement stigmatisées (populations étrangères, par exemple). Et quand bien même les garanties d'anonymat suffisent à

prévenir la défiance suscitée par la communication des fichiers de bénévoles, c'est alors fréquemment leur imperfection qui en empêche une exploitation sociologiquement satisfaisante.

L'ensemble de ces difficultés recensées ne sauraient étonner. Elles émanent de l'objet lui-même. Il aurait évidemment été plus facile de travailler sur une association unique, avec des archives bien classées depuis l'origine et des responsables acquis à l'idée d'une transparence totale. Ni l'état des sources ni l'état d'esprit de nombreux responsables de l'aide alimentaire et vestimentaire ne correspondent à cette situation idéale.

Pendant, en dépit des défaillances des archives et des résistances rencontrées, la recherche présentée ici, bien que monographique, autorise, nous semble-t-il, à dégager des propositions dont la validité excède le cadre socio-spatial qui en contraint la fiabilité. Dans un premier chapitre, nous présentons le cadre global de l'évolution depuis 1930 en nous efforçant d'identifier les acteurs collectifs qui agissent au nom de la cause alimentaire, qui apparaissent voire s'effacent tout au long d'une séquence dont se dégage la périodisation suivante : les années 1930, la parenthèse de l'Occupation, les « trente glorieuses », la refondation de la décennie 1980 et le moment contemporain. Au-delà du recensement exhaustif des initiatives et des structures, il s'est agi d'évaluer, dans la mesure du possible, l'ampleur de l'activité d'aide alimentaire et vestimentaire. Le profil des bénévoles, exposé dans le deuxième chapitre, est approché, quand cela restait possible, à partir de leurs identifications sociale, sexuelle, culturelle, éventuellement politique et religieuse et de leurs raisons d'agir. Objet du troisième chapitre, les caractéristiques des demandeurs nécessiteux appréhendées à partir des représentations qu'en livrent les agents dispensateurs de l'aide ont été considérées avec l'intention d'en déterminer, en fonction des conjonctures historiques et des configurations organisationnelles, les inflexions et d'en déterminer les perceptions mutantes. Comme les distributions alimentaire et vestimentaire ont autant à voir avec la nature du bien transmis qu'avec la forme que prend le don, ces deux aspects, indissociables l'un de l'autre, sont abordés dans le quatrième chapitre. Enfin, c'est dans les cinquième et sixième chapitres que sont respectivement abordés, tout d'abord, le mode d'administration des associations, de financement et de gestion au cours du temps avant d'en terminer avec l'éclairage des enjeux actuels de l'humanitaire qui touchent à la disciplinarisation du travail bénévole, à l'ainsi nommée « professionnalisation », aux relations complexes entre les dispositifs d'assistance privée et la puissance publique.